



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2014-80**

Séance du 20 novembre 2014 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quatorze, le vingt novembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Joly, Hervet, Laget, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber

Mmes Albigès, Bertin, Chibani, Fraisse, Maury, Olivier, Pervent, Vella, Vilaplana

Absents excusés: Mme Bérard procuration à M. Caizergues, Mme Castillo procuration à Mme Vella,

Secrétaire de séance: Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice: 23

Présents: 21

Absents: 2

Procurations: 2

Votants: 23

Date de convocation et affichage

14 novembre 2014

Objet: reconduction de la taxe d'aménagement

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ élu délégué aux finances qui indique que pour financer les équipements publics de la commune, une taxe remplaçant la taxe locale d'équipement et la participation pour aménagement d'ensemble a été créée et instituée sur la commune par délibération en date du 20/11/2011.

La commune ayant un Plan Local d'Urbanisme approuvé, la taxe d'aménagement s'appliquait de plein droit au taux de 1%. La commune pouvait toutefois fixer librement dans le cadre des articles L. 331- 14 et L. 332-15 un autre taux, et dans le cadre de l'article L. 331-9 un certain nombre d'exonérations.

Le conseil municipal avait donc décidé le 20/11/2011 :

- d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 5%,
- d'exonérer à raison de 40 % de leur surface, en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide de Prêts Locatifs à Usage Social,
- d'exonérer à raison de 40 % de leur surface les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés afin de soutenir le commerce de proximité.

Cette délibération était valable pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Il appartient aujourd'hui de reconduire cette décision pour les années à venir.

M. le maire propose au conseil de reconduire les décisions prises pour une durée d'un an, et de plein droit pour les années suivantes sauf si une délibération était adoptée avant le 30 novembre de l'année qui précède.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles ~~L. 331-1~~ et suivants ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, sur proposition de M. le Maire, décide à l'unanimité :

- de reconduire pour une durée d'un an sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 5%,
- d'exonérer à raison de 40 % de leur surface, en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide de Prêts Locatifs à Usage Social,
- d'exonérer à raison de 40 % de leur surface les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés afin de soutenir le commerce de proximité,
- de reconduire de plein droit cette décision pour les années suivantes si une nouvelle délibération n'a pas été adoptée avant le 30 novembre.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 20 novembre 2014
Roger CAIZERGUES
Maire

